

Peut-il exister une sociologie politique en Algérie?

Lahouari Addi

▶ **To cite this version:**

Lahouari Addi. Peut-il exister une sociologie politique en Algérie?. Peuples méditerranéens, 1991, N°54-55, pp.221-227. halshs-00398832

HAL Id: halshs-00398832
https://shs.hal.science/halshs-00398832

Submitted on 25 Jun 2009

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Peut-il exister une sociologie politique en Algérie?

Lahouari ADDI

Institut de sociologie, Université d'Oran

Revue *Peuples méditerranéens* (N° 54-55). pp. 221-227, 1991

Sommaire

- La dynamique de la critique sociale
- La conscience épistémique
- La surpolitisation de l'Université

Texte intégral

Parmi les moments forts du colloque, je retiendrai la réaction de A. Zghal, à la suite des exposés de M. Naji et de A. Kadri, et les propos de A. Benachenhou, cherchant à se disculper et à rejeter la responsabilité de la conception du développement économique sur les ingénieurs. Ce sont des moments forts parce qu'ils contiennent la thématique de notre colloque et expriment des attitudes possibles devant un objet donné : les sciences sociales dans le monde arabe.

Je ne polémiquerai pas avec A. Zghal à propos de sa réaction; Je serai d'accord avec lui pour dire que la production a été importante quantitativement et qualitativement dans les années soixante et soixante-dix, mais, comme le montrent M. Kerrou et plus spécifiquement A. Roussilion pour l'Egypte, cette production est très marquée par des problématiques de la reconstruction nationale qui n'ont pas résisté au temps, à l'exception de quelques rares ouvrages et articles. En fait, il ne s'agit pas de reprocher à la sociologie maghrébine - ou arabe - d'avoir été marquée par les conditions historiques de sa production. Après tout, M. Weber ou V. Paréto eux aussi portent la marque de leur période historique. Il s'agit surtout de souligner dans le débat que les problématiques qui ont dominé les sciences sociales dans les années soixante et soixante-dix ont été des problématiques en articulation avec le discours du mouvement national et les nécessités idéologiques de la décolonisation. Dans la foulée, les pouvoirs en place y ont puisé des éléments de légitimation, la caution de l'autorité scientifique ou universitaire; évidemment ces scientifiques ou universitaires ont reçu en retour quelques gratifications, symboliques pour les uns, matérielles pour les autres.

J'en viens ici aux propos de A. Benachenhou cherchant à se disculper. Je suis d'accord avec lui quand il affirme que ce ne sont pas les économistes qui ont conçu le développement; mais, je ne suis pas d'accord avec lui quand il rejette la balle dans le camp des ingénieurs. Ce développement a été conçu, en tout cas en Algérie, par le Pouvoir, dans l'intérêt poétique du Pouvoir. Les économistes et autres ingénieurs ont été des faire-valoir pour fournir a posteriori la caution scientifique de choix économiques sous-tendus par une logique de pouvoir. Je ne cherche pas à me lamenter sur l'état des sciences sociales en Algérie et j'affirme même que cette situation n'est pas exceptionnelle puisqu'elle reflète la nature des problèmes sociaux et politiques auxquels la société algérienne est confrontée. J'essaie davantage de m'expliquer cette situation de stérilité universitaire, ce délabrement de l'université et ce vide de la

recherche scientifique. Ce colloque a été pour moi l'occasion de réfléchir sur les sciences sociales en Algérie.

Depuis octobre 1988, en Algérie, nous assistons à un grand débat qui s'étale dans la presse, notamment sur le statut du Pouvoir dans la vie publique. De nombreux universitaires interviennent dans la presse nationale à grand tirage parce qu'ils n'ont pas de revues à l'intérieur de l'Université où ce type de débat est approprié. J'y reviendrai. A la suite de quelques articles que j'ai cherché à rendre accessibles au grand public, j'ai eu des discussions avec les uns et les autres, pas tous universitaires. Ces discussions m'ont suggéré des intuitions que j'ai essayé de formaliser dans le texte que je vous propose. J'ai cherché surtout à me demander pourquoi il est difficile à la sociologie politique de se constituer en tant que discipline institutionnalisée et élaborée autour de son propre objet - la société politique algérienne ou maghrébine - et autour de ses concepts. Je ne prétends pas répondre à travers ce texte qui n'est qu'une ébauche de réflexion sur les conditions d'émergence et de fonctionnement de la sociologie politique dans un pays arabe : l'Algérie. C'est un document de travail appelé à s'affiner à la lumière des critiques de collègues s'intéressant aux sciences sociales dans le monde arabe. Je ne tenterai pas une approche quantitative ou une recension de travaux de sociologie politique, bien qu'il existe des travaux de qualité sous forme d'articles, de communications et de thèses, habituellement d'ailleurs dispersés et d'accès difficile. Je me limiterai, par conséquent, à évoquer trois éléments qui conditionnent l'émergence de la sociologie politique dans le champ institutionnel universitaire.

Le premier élément a trait à l'arrière-plan historique de l'émergence des sciences sociales. Celles-ci ne peuvent être importées de manière mécanique, parce que ce ne sont pas des valeurs d'usage satisfaisant des besoins physiologiques universels. Ce sont des pratiques théoriques qui se situent dans le prolongement de l'histoire des Idées et de l'histoire tout court des sociétés où elles apparaissent Et elles sont apparues, en l'occurrence, en Occident à la faveur de la dynamique de la critique sociale libérée par la Renaissance. Le deuxième élément est plus ou moins lié au premier et est relatif à ce que l'on pourrait.appeler la *conscience épistémique*. Il ne peut y avoir de sciences sociales dans une société qui ne se conçoit pas comme un objet d'étude. Le troisième élément est spécifique à la sociologie politique et donc concerne directement notre sujet La surpolitisation de l'université se reflète dans la production universitaire; celle-ci se trouve impliquée dans la compétition pour le pouvoir, soit en légitimant le pouvoir en place, soit en tentant de lui dénier sa légitimité.

La dynamique de la critique sociale

Pour avoir récusé le principe d'autorité et soumis à la réflexion critique la culture des hommes au sens large, le mouvement d'idées issu de la Renaissance se trouve à l'origine de l'émergence des sciences sociales. Ce mouvement d'idées a libéré une dynamique de critique sociale, culminant dans *l'Aufklärung* qui a jeté les bases philosophiques d'une véritable anthropologie de l'homme, la sociologie politique, particulièrement, renvoie dès lors à un arrière-plan historique remontant jusqu'aux théoriciens du droit naturel qui, les premiers, ont posé le caractère contractualiste du pouvoir. Cette hypothèse contractualiste -qu'elle ait une réalité historique ou seulement méthodologique - a permis de désacraliser le pouvoir; ce qui permit aussi de le poser, d'une part comme phénomène social humain et, d'autre part, comme objet de réflexion et de débat public. Mais ceci n'a été possible qu'au travers de mutations socio-psycnologiques et culturelles favorisées par la formation d'une société civiler arc-boutée

sur le travail et la propriété privée, de plus en plus indépendante du Pouvoir quant à la production de ses moyens d'existence.

Il est vrai que, du point de vue du formalisme institutionnel, la sociologie politique est une discipline très récente, qui a pris son essor en Europe à partir de la fin du siècle dernier. Mais elle s'est nourrie des réflexions de Machiavel, Bodin, Hobbes, Montesquieu, Kant, Tocqueville, Marx, etc. pour s'affirmer comme discipline autonome avec des auteurs comme Paréto, Mosca, Michels, Weber... Tous ces auteurs appartiennent à des sociétés où le Pouvoir est désacralisé déjà, où des mécanismes nouveaux de légitimation se mettent en place. Dans la mesure où elle se donne comme objet les mécanismes de domination et les mécanismes de la compétition pour le pouvoir légitime, la sociologie politique a par contre des difficultés à émerger, institutionneflement ou non, dans des sociétés où, précisément, la compétition pour le pouvoir n'est pas légale. Elle a des difficultés à émerger dans des sociétés où le conflit politique est nié.

La conscience épistémique

Les sciences sociales sont historiquement marquées à un double niveau : au niveau de l'objet, lui-même produit de l'histoire, et au niveau du sujet connaissant accédant à une conscience épistémique. Cette conscience épistémique apparaît dès lors que l'homme prend conscience de son autonomie vis-à-vis de la nature et de l'ordre divin, la conscience épistémique ne peut donner pleinement ses effets tant que l'imaginaire social est dominé par un modèle normatif puisant dans l'éthico-religieux et que le discours idéologique cherche, sinon à réaliser, tout au moins à s'en rapprocher; c'est-à-dire tant que le politico-juridique ne supplante pas l'éthico-religieux pour reprendre les deux termes de la tension kantienne.

Si la société est conçue comme un groupement naturel, son étude relève alors des sciences de la nature. Une telle perspective, refusant de concevoir la société comme autre chose que le prolongement de la nature, interdit d'appréhender la société comme objet de science humaine, la sociologie, de ce point de vue, n'aurait pas à exister puisqu'elle n'aurait pas d'objet; à la limite, elle se rattacherait à la géographie dont elle constituerait un appendice. Tant que perdurera la conception naturelle de la société, la reproduction sociale n'exigera pas de connaissances scientifiques dont l'objet est indissociable de la conscience qu'ont - ou que n'ont pas - les agents sociaux de leur autonomie.

Si l'on compare le nombre de professeurs de médecine formés depuis l'Indépendance en Algérie à celui des professeurs de sociologie, de linguistique, de psychanalyse, de démographie, d'économie politique, etc., l'on comprendra l'importance de la demande sociale - expression utilitaire de la conscience épistémique - dans la formation des disciplines scientifiques. Ce déséquilibre dans la formation exprime fondamentalement que la société algérienne est aujourd'hui plus convaincue de la nécessité d'un professeur de médecine, dont elle perçoit clairement l'apport, que d'un professeur de sociologie ou de linguistique dont les travaux risquent de ne pas conforter l'idée selon laquelle les rotations sociales ont un fondement naturel. D'où toute la difficulté d'une production scientifique aussi bien en histoire, en sociologie, qu'en économie politique, etc. Et c'est ce qui pourrait expliquer pourquoi le discours des sciences sociales est davantage dominé par des considérations morales et idéologiques que par des considérations scientifiques.

Je prendrai l'exemple de l'économie politique, dont on aurait pu dire qu'elle est la discipline des sciences sociales la plus prédisposée à se soustraire aux considérations idéologiques et politiques. Un diplômé de Harvard ne serait pas d'une plus grande utililté qu'un diplômé de l'université d'Alger pour la simple raison que l'entreprise publique algérienne, qui employerait l'un ou l'autre, ne se reproduit pas selon la mécanique de l'économie politique. Car il conviendrait de rappeler que les catégories conflictuelles de l'économie politique reflètent les contradictions de la société marchande où, de surcroît, le pouvoir politique a été domestiqué pour se mettre au service de la reproduction élargie, régulée par la concurrence des capitaux. Dans les sociétés du Tiers-Monde, trop d'ingérences extra-économiques - en plus de l'absence des économies externes et d'échelle - obstruent la nationalité économique à laquelle elle devrait obéir pour mettre en oeuvre la logique de l'accumulation. Cela signifie que le champ économique en Algérie, pour lequel les nombreux instituts de sciences économiques forment des économistes, n'est pas encore achevé pour pouvoir exiger des gestionnaires capables de maîtriser les flux en valeur qui se créent et qui se répartissent dans le tissu complexe de la production et de la répartition. Une entreprise déficitaire, qui n'a pas d'autres perspectives que son déficit, n'a pas besoin d'économistes et de gestionnaires performants. Ces derniers préfèrent s'expatrier, d'où l'exode des compétences, la pertinence théorique de l'économie politique est ancrée dans l'hypothèse du surplus et du produit net; si celui-ci n'existe pas, nul besoin d'économie politique, et encore moins d'économistes. Cette situation marque l'université qui, faut-il le rappeler, est algérianisée en ce qu'elle forme des cadres pour le champ social algérien. Evidemment, cette situation est appelée à être dépassée au fur et à mesure que les agents sociaux prennent conscience de leur autonomie et au fur et à mesure que l'économie devient créative et de moins en moins distributive.

La surpolitisation de l'Université

La négation du conflit politique va de pair avec la surpolitisation des segments sociaux tels la religion, le syndicat, l'armée, l'université, etc. Tous ces segments concourent à la compétition pour le pouvoir de manière illégale. La surpolitisation de l'université ne favorise pas le climat de sérénité nécessaire à la production scientifique, dans la mesure où le Pouvoir, en se défendant, gène l'autonomie de l'Université. Celle-ci est sollicitée par les uns et les autres dans le cadre de stratégies de pouvoir où les préoccupations scientifiques sont subordonnées à une surenchère qui fait feu de tout bois sur tous ceux qui ne répètent pas le discours militant.

Il convient de souligner que l'Université n'est pas le seul segment à être surpolitisé à une période historique où s'amorce le processus de construction de l'Etat. Précisément, la construction de l'Etat suppose que celui-ci mette fin à la compétition illégale pour le pouvoir à laquelle se livrent les différents segments de la société (cf. S. Hutington, Political Order in Changing Societies, Yale University Press, 1968). La surpolitisation des segments sociaux se traduit par le fait que n'importe quel militaire se considère comme investi de la mission de contrôler la politique du pays, n'importe quel croyant se proclame dépositaire de l'autorité divine pour bousculer les autres croyants considérés comme plus ou moins dans l'erreur, n'importe quel syndiqué se croît autorisé à parler au nom de tous les travailleurs, n'importe quel universitaire s'investit de l'autorité de .la science pour imposer ses convictions politiques aux autres protagonistes sociaux, etc. le processus de construction étatique est celui-là même qui, dans un mouvement hobbien, enlève à tous les segments sociaux leurs prétentions au pouvoir au profit d'institutions acceptées par tous.

Si je prends l'exemple de l'Algérie d'avant .octobre 1988, marquée par le caractère néo-patrimonial de l'Etat, je constate que les sciences humaines, d'une manière générale, ont été marginalisées et dévalorisées par le Pouvoir, cherchant à promouvoir et à encourager une sociologie militante, une sociologie apologétique, produite par des sociologues-fonctionnaires dont la tâche est de produire des discours idéologiques justifiant ou occultant les mécanismes de domination politique. Cette sociologie, puisait tantôt dans le marxisme vulgaire afin d'accréditer l'image révolutionnaire du régime, tantôt dans l'héritage idéologique pré-colonial pour attester sort authenticité, s'est distinguée dans la diffusion de mythes inhibiteurs qui était difficile de récuser à l'université sous peine d'être mis à l'index, ïl y eut même un texte réglementaire de la fonction publique en 1985, inspiré par le Parti, autorisant des poursuites en Justice à rencontre d'enseignants ne respectant pas les options politiques du régime. Ce texte n'a jamais été appliqué parce que l'université était déjà dans une léthargie qui lui interdisait toute ressource critique et d'autre part le Pouvoir était si impopulaire dans la rue que poursuivre un enseignant d'université sous ce motif, c'était en faire un leader et un héros populaire.

Il ne faut, cependant, pas croire que le Pouvoir endiguait une production impétueuse de réflexions en. sciences humaines qui ne demandait qu'à s'exprimer. Ni la situation culturelle de la société, ni celle de son économie ne favorisaient une production scientifique importante en nombre et en qualité. Mais le Pouvoir, s'accommodant de cette aridité intellectuelle, se souciait tout de même de décourager toute tendance féconde, tout frémissement annonciateur. A cette fin, il nommait à la tète du ministère de l'Enseignement supérieur des personnes sans aucune envergure, ni imagination. Il puisait ce personnel, généralement, dans la profession médicale, parmi les médecins, pharmaciens, dentistes... Ce personnel était choisi par le Pouvoir parce que, en général, il n'était pas politisé, et d'autre part » véhiculait des préjugés défavorables à l'endroit des sciences humaines, considérées comme du bavardage inutile dans un pays qui se construit la tâche était de veiller à ce qu'il n'y ait pas de cours polycopiés, de revues ou autres publications.

Par ailleurs, malgré leur importance, les budgets alloués aux universités ne permettaient pas facilement de financer des revues, il faudrait pour cela faire des prévisions budgétaires pour l'armée suivante, mais la bureaucratie s'arrange pour les demander toujours à la dernière minute et dans la précipitation. Et lorsque ces dépenses sont prévues dans le budget elles sont inscrites dans des sous-chapitres budgétaires difficiles à utiliser. Ce qui n'est pas le cas, par contre, pour des colloques bruyamment organisés, très médiatisés et dont la finalité est de montrer que les sciences humaines ne sont pas marginalisées. Ces colloques, dont les actes sont rarement publiés, sont l'occasion de dépenses sans proportion avec leur utilité. Le budget de la recherche, du reste, est consommé en grande partie dans la préparation de ces colloques (billetterie d'avion, hôtellerie, restauration...}.

En conclusion, je ferai deux remarques. J'ai tenté d'exposer les raisons pour lesquelles la sociologie politique ne s'est pas développée dans l'université algérienne. Il est facile de comprendre qu'il ne peut y avoir de sociologie politique, au sens formel du terme, sans liberté politique. Ce n'est pas tant une question de respect des libertés individuelles et publiques sans lesquelles le chercheur ne peut être objectif dans sa profession, le problème est plus ardu dans la mesure où l'absence de liberté politique signifie que la compétition pour le pouvoir politique est déclarée illégale; or l'objet de la sociologie politique est précisément, la compétition pour le pouvoir, c'est-à-dire que l'objet même de la sociologie politique est illégal. Evidemment, ce n'est pas parce que la compétition pour le pouvoir n'est pas légale qu'il n'y a pas de compétition pour le pouvoir, ou qu'il n'y a pas eu de conflits politiques dans

la société. La lutte pour le pouvoir n'a pas cessé et ne saurait cesser parce que l'aspect politique dans une société est constitutif même de cette société. La compétition n'étant pas légale, il était difficile, dans le champ universitaire, d'étudier de manière directe formellement la genèse du Pouvoir et de ses modes de légitimation. Tout comme la compétition pour le pouvoir était souterraine, les préoccupations universitaires en matière de sociologie politique étaient dispersées dans diverses disciplines : droit, sciences administratives, économie, sociologie, psychologie, démographie, littérature, etc. La sociologie politique a logé, en quelque sorte, dans toutes ces disciplines sans pouvoir s'autonomiser formellement Aussi, l'université algérienne n'était pas en mesure de produire des thèses importantes sur des éléments spécifiques de la Guerre de libération, comme par exemple l'Etat-major de l'ALN ou encore le QPRA... L'université ne pouvait pas entreprendre ce type de recherche comme elle ne pouvait pas réfléchir sur des périodes constitutives du régime ; la prise du pouvoir en 1962, le coup d'Etat de 1965, le coup d'Etat avorté du colonel T. Zbïri en 1967, etc. Plus encore, des ouvrages importants comme celui de W.B. Quandt (*Revolution and Political Leadership. Algeria 1954-1968*, The MIT Press Cambridge Wassachussets, 1969) ou celui de J. Leca et J.C. Valin (*L'Algérie ; institutions et régime*, FNSP, 1976) sont passés presque inaperçus et n'étaient pas cités dans les travaux universitaires. Autre fait révélateur : des Mémoires de nombre de dirigeants de la Révolution ont été bloqués ou découragés, alors qu'ils constituent une matière indispensable à une réflexion en science politique en Algérie. A contrario, après Octobre 1988, il aurait été possible à la sociologie politique de se former comme discipline autonome mais, entre-temps, l'université en tant qu'institution de recherche s'était effondrée et n'est plus en mesure d'initier une réflexion à la dimension des problèmes qui assaillent la société algérienne. Pour preuve, avant 1988, l'ouvrage de A. El-Kenz et M. Bennoune (*Le hasard et l'histoire. Entretiens avec Belaïd Abdessaiam*, ENAG, 1989) n'aurait pas pu être édité en Algérie. Mais après sa publication, il n'a eu aucun écho à l'intérieur de l'université et, à l'extérieur, il n'a pas eu l'écho qu'il méritait.